

# Journal du Personnel **SPECA • HEBDO**

SPECA-HEBDO • Volume 27 / Numéro 5 • Jeudi 26 octobre 2006

[www.speca.ca.edu](http://www.speca.ca.edu)

## **RAPPEL DE LA JOURNÉE DU 2 NOVEMBRE**

### **Dîner-conférence**

**de 10h40 à 14h**

au salon Marie-Thérèse Gauthier

*L'éthique et les valeurs, joindre le geste à la parole*

Conférencier : M. René Villemure

...

### **Assemblée syndicale**

**de 14h30 à 17h30**

au salon Marie-Thérèse Gauthier

#### **Ordre du jour :**

Campagnes de sensibilisation

a) Campagne CSN

b) Campagne FNEEQ

Prises de décisions

...

### **Partie d'huîtres**

**de 17h30 à 1h00**

à la cafétéria du bloc G

#### **Au menu :**

Huîtres fraîches, huîtres frites et soupe aux huîtres

Brochettes (de chez Adonis) riz, salade, fromages et desserts

Bière, vin et musique jusqu'aux petites heures

*Inscription obligatoire avant le mardi 31 octobre*

**Coût : 10\$**



LE COLLECTIF  
**ÉCHEC à la GUERRE**

Journée **d'action** pancanadienne

**POUR LE RETRAIT DES TROUPES CANADIENNES  
DE L'AFGHANISTAN**

Samedi **28** 2006  
octobre



**MANIFESTATION À MONTRÉAL**

Square Dorchester  
(coin Peel et René-Lévesque)

Départ : 13h00

Rassemblement : 12h30

*Troupes canadiennes, hors de l'Afghanistan !  
NON au partenariat militaire Canada-États-Unis !*

[www.echecalaguerre.org](http://www.echecalaguerre.org)

## **... SOMMAIRE ...**

- Journée du 2 novembre ..... 1
- Comment réagir à un décret? ..... 2

La campagne de réflexion et de débat de société au Collège Ahuntsic

## ...ou comment réagir à un décret?

L'assemblée syndicale de jeudi 2 novembre devra déterminer les modalités de notre implication dans cette campagne dont la pièce maîtresse est un document qui sera officiellement lancé le lundi 30 octobre. Mais au fait, pourquoi une telle campagne?

Celle-ci s'insère dans le plan d'action qui a été adopté par les assemblées syndicales l'hiver dernier, dans la foulée de l'adoption de l'ignoble projet de Loi 142 par le gouvernement du Québec. Ce décret mettait fin de façon brutale, le 15 décembre dernier, aux négociations du secteur public et nous imposait nos conditions de travail jusqu'en 2010. Cette loi matraque rend donc illégaux, jusqu'en 2011, tous les moyens de pression qui peuvent, d'une façon ou d'une autre, altérer la prestation de travail. Non seulement l'État nous impose-t-il des conditions de travail dévalorisantes, mais veut-il aussi nous mettre à genoux, nous paralyser, nous faire taire. C'est la façon néolibérale de faire régner la paix industrielle dans le secteur public et parapublic.

Devant ce coup de force qui, une fois de plus, nie le droit des syndiqués à la libre négociation, devant la détérioration de nos conditions de travail (le gel salarial de plus de deux ans n'étant que la pointe de l'iceberg...), pouvons-nous rester muets? Devons-nous nous résigner devant la « fatalité »? Faut-il se soumettre sans rien faire, la mine basse, à cette loi de retour au travail qui nous prive, pour au moins une décennie, d'une véritable négociation du secteur public?

À la FNEEQ, le Regroupement cégep répond NON. Et l'évaluation que les délégués des 35 syndicats de cégep FNEEQ ont faite, de concert avec les deux autres fédérations d'enseignants de cégep ainsi qu'avec les deux fédérations des étudiants de cégep, c'est que le principal pouvoir qu'il nous reste, c'est la parole sur la place publique. Voilà un grand pouvoir, qu'il faut utiliser avec doigté certes, mais qui correspond on ne peut mieux à notre condition enseignante. Un pouvoir qui nous va comme un gant! C'est le seul interstice qu'il reste, pour le moment, à nous autres salariés du secteur public soumis à la Loi matraque du 15 décembre.

Et ce pouvoir s'exerce, incidemment, à l'aube de l'ouverture de deux grands matches électoraux : l'un au provincial, l'autre au fédéral. C'est une occasion privilégiée

de poser publiquement, auprès d'un très large auditoire, des enjeux sociaux d'intérêt majeur, qui interpellent le pouvoir politique, comme ses mandants d'ailleurs. Parmi ces enjeux, il y a bien entendu la place que l'on doit réserver, comme société, à l'intervention de l'État dans la société, notamment dans les services publics et au premier plan, en ce qui nous concerne, en éducation. Ce qui pose inévitablement la question des conditions de travail dans ce même secteur public, mais aussi des questions incontournables comme l'accès à l'éducation, le gel des frais de scolarité, les tarifs des services de garde, le système de santé à deux vitesses, la dette publique, la réforme de la fiscalité, etc. Est-il vrai que la société québécoise n'a plus les moyens de s'offrir des services publics de qualité ou n'est-ce pas plutôt un choix de société qui nous est imposé par la force, sans véritable débat de fond?

Il faut saisir cette fenêtre qui nous est offerte pour ouvrir le débat avec les étudiants et étudiantes, s'outiller et raffiner nos analyses sur les grands enjeux de société qui se posent aujourd'hui, et éventuellement interpeller les candidats et candidates sur ces mêmes enjeux. Voilà, très sommairement exposé, l'esprit dans lequel s'insère cette campagne de réflexion et de débat de société.

